



16 juin : les revendications des soignant.es sont les nôtres

La crise sanitaire a démontré l'ampleur des dégâts causés par les politiques d'austérité et de rentabilité sur notre système de santé. Elle a aussi montré l'importance de préserver la santé des travailleuses et des travailleurs. De nombreuses décisions de justice ont pointé la responsabilité des employeurs dans le non-respect de leurs obligations de sécurité. Parmi les plus exposé-es, les personnels de la santé ont dû faire face à plusieurs pénuries. Pénurie des indispensables protections pour pouvoir exercer au quotidien leurs activités au côté des milliers de malades. Pénurie de personnels pour être en capacité de prendre en charge l'ensemble des malades dans des conditions correctes. Pénurie de lits et notamment de lits de réanimation pour faire face aux nombreux cas graves.

Pourtant depuis des années ces personnels se sont mobilisés pour obtenir les moyens nécessaires à leur activité essentielle et protéger le service public de la santé. Force est de constater qu'il n'y a eu aucune réponse à la hauteur des enjeux. Les politiques néolibérales ont fait totalement faillite et la pandémie a démontré que le système de santé doit échapper à une gestion privée. Il est urgent de réinventer un système public de santé pour satisfaire les besoins de la population, et réduire les inégalités d'accès à la santé sur l'ensemble du territoire, des zones rurales aux banlieues.

Avec l'ensemble des personnels, leurs organisations syndicales et les collectifs, nous exigeons un plan d'urgence pour l'hôpital public, pour garantir l'accès gratuit aux soins de qualité sur l'ensemble du territoire. Il est nécessaire dès à présent d'embaucher du personnel avec un

1er plan de 100.000 recrutements, augmenter les salaires en assurant l'égalité avec les personnels étrangers, revaloriser les postes d'infirmières et d'aides-soignantes, supprimer la sélection et créer des places dans les formations de santé, annuler la dette des hôpitaux et augmenter

leurs budgets d'au moins 5 %. Ces premières mesures doivent permettre d'améliorer le fonctionnement de l'ensemble des services et d'ouvrir des lits en nombre suffisant au quotidien comme en période de crise sanitaire. Tous les plans de restructuration et de fermetures de sites ou de services doivent être annulés et une logique de coopération doit être mise en place.

Ce sont aussi les personnels des EHPAD et de l'aide à domicile - des femmes à plus de 95% - qui doivent être reconnus, revalorisés, mieux formés et recrutés en nombre suffisant. Un grand service public de la perte d'autonomie pour sortir ce secteur de la loi du marché est nécessaire.

Ce ne sont pas des médailles que les personnels réclament mais des actes. Pour les obtenir, ils multiplient les mobilisations devant leurs établissements toutes les semaines et appellent à une grande journée de mobilisation le 16 juin partout en France. Nos organisations appellent l'ensemble de la population à manifester tout en respectant les mesures de protection.

Communiqué Unitaire

Mobilisé-e-s pour obtenir satisfaction

Les organisations syndicales paramédicales et médicales AMUF, SNIP CFE-CGC, CGT, FO, SUD et UNSA, les collectifs Inter Urgences, Inter Hôpitaux, le printemps de la psychiatrie et la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et des Maternités de proximité appellent les personnels et les usager-e-s à se mobiliser le 16 juin pour une journée d'action nationale d'initiatives et de grève.

Les politiques d'austérité menées par les différents gouvernements successifs avant la crise sanitaire et les non prises en compte de ce gouvernement en matière de Santé et d'Action Sociale ont généré des carences en matière de prise en charge, qui se sont accentuées pendant la pandémie du COVID 19. Cette crise démontre que les questions de santé, d'améliorations des conditions de travail des salarié-e-s de ces secteurs d'activité et la prise en charge de la population doivent être des enjeux prioritaires pour notre société.

La population a applaudi les agents hospitaliers, mais aussi compris l'urgence de satisfaire les revendications exprimées par ceux-ci.

Nous le répétons, les professionnel-le-s ne se contenteront plus de belles promesses et de demies mesures !

Nous continuons à porter notre plateforme commune revendicative sur les sujets suivants :

- Revalorisation générale des salaires de tous les personnels et reconnaissance des qualifications des professionnel-le-s
- Un plan de formation pluridisciplinaire et un plan recrutement de personnel
- Renforcement des moyens financiers significatifs pour les établissements, ce qui passe par la suppression de l'enveloppe fermée et une augmentation substantielle des budgets 2020 et 2021
- L'arrêt de toutes les fermetures d'établissements, de services et de lits
- De réelles mesures qui garantissent l'accès, la proximité et l'égalité de la prise en charge pour la population sur tout le territoire.

La meilleure des reconnaissances pour tous les professionnel-le-s des établissements du sanitaire, du médico-social et social, c'est que ce gouvernement ENFIN prenne en compte l'ensemble de leurs revendications.

Strasbourg Manif 14h place Kleber